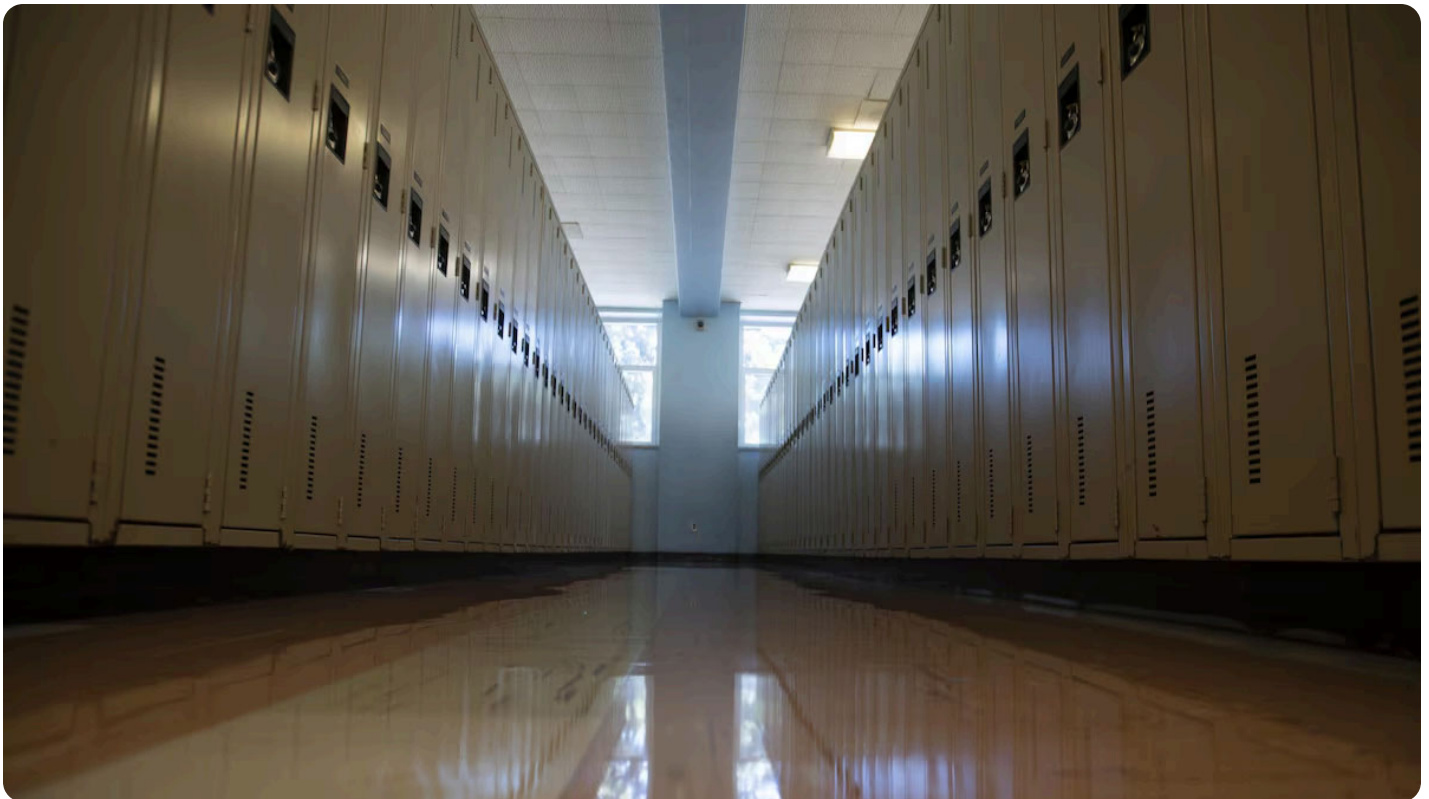


[Info](#) | [Société](#) | [Éducation](#)

« Pas normal de se faire frapper au travail » : un syndicat scolaire sonne l'alarme

Près de 10 000 gestes violents visant enseignants et personnel ont été répertoriés par le Syndicat de Champlain, en Montérégie, en moins de deux ans et demi.



Les cas de violence contre des enseignants et des membres du personnel de soutien ont grimpé à un rythme alarmant, selon le Syndicat de Champlain. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS



Adrien Banville

Publié à 4 h 00 HNE



Écouter l'article | 10 minutes



Morsures, coups de pied et objets lancés font partie de la réalité d'un trop grand nombre d'[enseignants](#) dans trois centres de services scolaires (CSS) de la Rive-Sud de Montréal, révèle

une enquête récente du Syndicat de Champlain sur le [nombre croissant d'agressions perpétrées contre des membres du personnel scolaire qu'il représente](#).

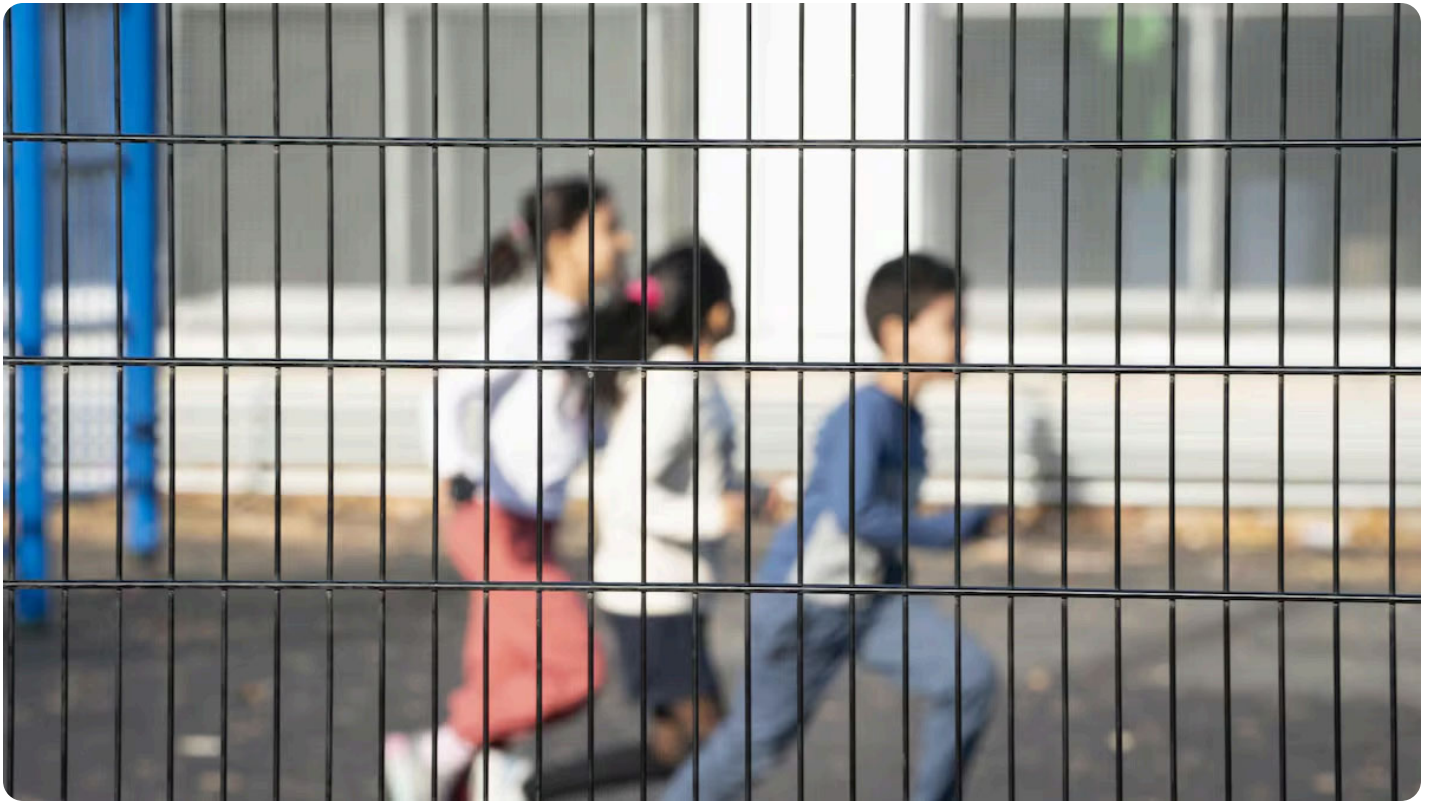
« Les agressions physiques, c'est presque à chaque semaine, mais parfois, ce sont des agressions plus intenses », dit Sabrina*, une technicienne en éducation spécialisée qui travaille dans des classes d'élèves avec troubles de comportement en Montérégie.

Elle a accepté d'évoquer les conditions difficiles de son travail en entrevue à Radio-Canada.

Si « ce n'est pas normal de se faire frapper dans le cadre de son travail », se désole-t-elle, il s'agit malheureusement de la réalité à laquelle font face bien des éducateurs et éducatrices spécialisés.

Selon les données colligées par le Syndicat de Champlain, affilié à la CSQ, entre 2023 et 2025, plus précisément sur une période de 2 ans et 4 mois, des membres du corps enseignant ou du personnel de soutien ont été victimes de près de 5700 agressions et 4200 événements psychologiques dans les 185 établissements que ce syndicat représente sur la Rive-Sud. Ces données n'incluent pas que des comportements d'élèves.

Le Syndicat de Champlain regroupe le CSS Marie-Victorin, qui couvre Longueuil, le CSS de la Vallée-des-Tisserands, dans la région de Châteauguay, ainsi que le CSS des Patriotes, dans la région de Saint-Bruno-de-Montarville.



Près de 10 000 actes de violence ont été répertoriés par le Syndicat de Champlain en 2 ans et 4 mois. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

« Ça confirme ce qu'on dénonce depuis plusieurs années : [\[les violences en milieu scolaire\] sont en constante augmentation](#), et dans les dernières années, encore plus significativement », s'inquiète le président du Syndicat de Champlain, Jean-François Guilbault.

Le phénomène est également observé par le CSS des Patriotes.

« Nous avons en effet noté une hausse de violence dans les établissements et nous prenons la situation très au sérieux. »

— Communications du Centre de services scolaire des Patriotes

Le CSS des Patriotes dit aussi détenir des données semblables à celles qui ont été avancées dans le rapport du syndicat. Il précise toutefois qu'un même événement peut être comptabilisé plusieurs fois.

« Il m'a agrippée par les cheveux, avant de me donner des coups de poing »

Selon le rapport du syndicat, les agressions les plus fréquentes consistent en des coups de pied et de poing, ou alors on parle du fait d'agripper l'enseignant, de le taper, de le frapper ou de le griffer.

Les « événements psychologiques » les plus communs sont des pressions telles que le stress et la surcharge, ainsi que des incivilités et des agressions verbales.

L'éducatrice spécialisée Sabrina, qui travaille pour le CSS des Patriotes, n'est pas surprise par ces chiffres.

Deux fois plutôt qu'une, elle a subi des blessures importantes dans le cadre de son travail auprès d'élèves avec des besoins particuliers, dans un établissement d'enseignements primaire et secondaire.

En septembre 2024, un élève du primaire désorganisé et en crise lui a asséné plusieurs coups de pied, la projetant au sol, avant de grimper sur un meuble pour ensuite se jeter sur elle alors qu'elle était encore sur le dos, sous le choc.



Des événements de violence ont été répertoriés dès la maternelle, selon le syndicat. (Photo d'archives)

PHOTO : GETTY IMAGES / AJ_WATT

« J'ai été reçue par mon médecin de famille pour une hémorragie interne au niveau du ventre », relate Sabrina, qui dit avoir dû subir une opération médicale mineure en lien avec cette blessure

par la suite.

« Psychologiquement, ça m'avait beaucoup atteinte. À mon retour, j'avais peur de tout », affirme-t-elle.

Un autre événement est survenu au début de l'année dans un autre établissement. Un élève du secondaire d'une classe nécessitant des besoins particuliers l'a rouée de coups à la tête.

« Je voyais qu'il était impatient [que ses parents viennent le chercher], il y avait des signes », se souvient-elle. « Je lui ai pris les mains pour faire des respirations, et il m'a agrippée par les cheveux, avant de me donner des coups de poing au visage », a-t-elle poursuivi.

« Quand j'ai réussi à me défaire, il m'a donné un coup de pied dans le ventre, alors j'ai quitté les lieux [...] et mes collègues sont venus m'aider. »

— Sabrina, technicienne en éducation spécialisée

La technicienne en éducation spécialisée s'en est sortie avec une commotion cérébrale.

Elle souligne que les classes dans lesquelles elle a travaillé comprennent des élèves « stigmatisés » et « souvent violents ». « Déjà, à 12, 13 ans, il peut y avoir des enjeux de consommation, de toxicomanie, parfois même, aussi, d'exploitation sexuelle », mentionne-t-elle.

Le premier événement, toutefois, s'est produit dans une classe d'école primaire ordinaire. Depuis, l'élève a été pris en charge dans une classe spécialisée.

Sabrina salue le sérieux de la direction scolaire et le soutien reçu de son syndicat à la suite de sa plus récente agression, mais elle estime qu'il manque trop souvent de personnel sur le terrain.

« Il y a de moins en moins de soutien pour les élèves, il y a moins de personnel, comme des psychologues, psychoéducatrices, orthopédagogues, etc. », remarque-t-elle. « Il y a aussi moins de personnes sur le plancher pour appliquer les plans d'intervention adéquats pour les élèves. »

Le cabinet de la ministre de l'Éducation du Québec, Sonia LeBel, affirme que le réseau a été « renforcé » de « manière significative » dans les dernières années.



Sonia LeBel a succédé à Bernard Drainville comme ministre de l'Éducation du Québec. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / SYLVAIN ROY ROUSSEL

Il y a « plus de professionnels, plus de personnel de soutien, des aides à la classe dans une classe sur deux au préscolaire et au primaire, et près de 2000 classes spécialisées », indique le cabinet, tout en précisant que son gouvernement a déboursé 30 millions de dollars sur 5 ans en prévention dans le budget 2023-2024, et 12,3 millions pour 2024-2025.

« Examen de conscience »

De l'avis de Jean-François Guilbault, Québec doit en faire davantage pour prévenir la violence en milieu scolaire.

« On a un examen de conscience à faire comme société à cet égard », estime le leader syndical, qui note par ailleurs que, si la violence a différents visages selon l'âge des élèves, aucune classe n'est à l'abri.

« Dès la maternelle, première, deuxième année, on observe des comportements de violence importants, des enseignantes et des éducatrices spécialisées qui subissent coups de pied, coups à la tête, des commotions cérébrales, du matériel projeté par un enfant. »

— Jean-François Guilbault, président du Syndicat de Champlain

« Plus vieux, ce qu'on observe, c'est beaucoup d'incivilités », poursuit-il. « Il y a une liberté de parole que se donnent les adolescents plus vieux qui contestent l'autorité et, souvent, c'est appuyé par les parents, qui vont prendre la version de l'enfant au détriment de la version des professionnels de l'éducation. »

Et pour cause, avance le président du Syndicat de Champlain : aux yeux du [gouvernement de François Legault](#) comme aux yeux de ceux qui l'ont précédé, l'éducation est seulement « considérée comme une dépense ».



À l'été 2025, Bernard Drainville, alors ministre de l'Éducation du Québec, a reculé au sujet des restrictions budgétaires imposées au réseau. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / SYLVAIN ROY ROUSSEL

« On a constaté, à travers l'histoire des coupures comme celles survenues récemment, que le personnel qualifié prêt à intervenir auprès de ces [jeunes à risque de violence] est souvent le premier sacrifié », déplore M. Guilbault, qui ajoute : « Déjà, on déshabille un réseau de gens qualifiés et formés pour intervenir dans ces situations-là. »

Les données du syndicat sont « extrêmement préoccupantes », s'inquiète aussi la présidente de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), Mélanie Laviolette.

« C'est une réalité de plus en plus présente, pas seulement en Montérégie, mais aussi dans l'ensemble de la province. »

— Mélanie Laviolette, présidente de la Fédération des comités de parents du Québec

Si elle dénonce aussi un « manque de ressources dans nos écoles pour accompagner ces jeunes », la présidente de la FCPQ estime que les parents ont également un rôle à jouer dans la réduction des violences contre le personnel, notamment en coopérant et en s'impliquant auprès de l'équipe-école.

Le CSS des Patriotes a déployé un plan d'action pour former ses employés à cette réalité, tant en sensibilisation qu'en intervention, tout en resserrant l'encadrement des protocoles d'intervention auprès d'élèves violents. Il soutient par ailleurs avoir « facilité le processus de déclaration d'incidents au cours de la dernière année ».

Le CSS Marie-Victorin affirme aussi qu'il travaille à réduire la violence dans ses classes en déployant des programmes de formation ainsi que du soutien d'équipes spécialisées, notamment, et il exprime sa solidarité à l'endroit de ses membres touchés par cette violence « qui demeure inacceptable ».

Quitter le réseau

La violence est également l'un des motifs qui sont souvent invoqués auprès du syndicat par ceux qui quittent le milieu de l'éducation.

Ces membres du personnel scolaire « ne se sentent pas appuyés, ils ne se sentent pas considérés dans l'exercice de leurs fonctions », explique Jean-François Guilbault.

Sabrina a déjà envisagé de quitter le réseau de l'éducation en raison des violences qu'elle a subies, avant même la première agression qu'elle a vécue en 2024, mais elle se dit « têtue ».

« C'est conflictuel, mais il y a une partie de moi qui aime vraiment ce métier et qui souhaite vraiment faire une différence dans la vie de ces enfants-là », confie-t-elle.

** En raison de la nature délicate de son travail, Sabrina a préféré s'exprimer sous son seul prénom.*

À lire aussi :

- [Violences dans les écoles : quand le personnel spécialisé est à bout](#)
- [Violence chez les mineurs : le SPAL renforce sa présence dans les écoles](#)
- [Violence à l'école : quand les parents font partie du problème](#)



Adrien Banville